

SMR MC Wallonie
Etablie à 5020 Champion-Namur
rue de Fernelmont, 42

Statuts

Version coordonnée en vigueur au **1 er janvier 2021**

Les dernières modifications apportées à cette version coordonnée des statuts ont été :

- Décidées par l'assemblée générale de la SMR MC Wallonie le **19 novembre 2020**
- Approuvées par le Conseil de l'Office de contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités le **26 février 2021**

L'Office de contrôle a approuvé les dispositions statutaires suivantes sous réserve d'une ou plusieurs modifications à apporter : **article 16, §§3 et 4 et article 23 bis**.

Les dispositions concernées par une réserve de l'Office de contrôle apparaissent sous la forme d'un texte souligné et écrit en caractères gras et italiques.

Statuts de la Société Mutualistes des Mutualités Chrétienne pour la Région wallonne - MC Wallonie

	Statuts
--	----------------

Vu la loi du 6 aout 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités et ses arrêtés d'exécution ;

Vu l'approbation du groupement de services de mutualités affiliées, par l'assemblée générale de l'Union Nationale le 23 juin 2018 ;

Vu les décisions prises par leurs assemblées générales, les personnes morales suivantes :

Christelijke Mutualiteiten van het Arrondissement Antwerpen

Christelijke Mutualiteit regio Mechelen-Turnhout

Christelijk Ziekenfonds St.-Pietersbond

Mutualité Chrétienne du Brabant Wallon

Christelijke Mutualiteit Brugge

Christelijke Mutualiteit Zuid-West-Vlaanderen

Christelijke Mutualiteit Oostende-Veurne-Diksmuide

Christelijke Mutualiteit Roeselare-Tielt

Christelijke Mutualiteit Midden-Vlaanderen

Christelijke Mutualiteit van het Land van Waas en Dender

Christelijk Ziekenfonds Sint-Michielsbond

Mutualité Chrétienne du Hainaut Orientale

Mutualité Chrétienne Hainaut Picardie

Mutualité Chrétienne de Liège

Christelijke Mutualiteit Limburg

Mutualité Chrétienne de la Province de Luxembourg

Mutualité Chrétienne de la Province de Namur

Mutualité Saint-Michel

Mutualité Chrétienne de Verviers et d'Eupen

ont décidé, avec le quorum de présence et la majorité requis par la loi, de constituer une société mutualiste conformément aux dispositions de l'article 43bis, § 1^{er}, de la loi du 6 aout 1990 et de fixer les statuts de cette société mutualiste comme suit :

Chapitre I. Constitution – dénomination – buts

Article 1

En application de l'article 43 bis, §1 de la loi du 6 aout 1990, une société mutualiste est créée sous la dénomination : « Société Mutualiste Régionale des Mutualités Chrétiennes pour la Région wallonne ».

Dans ses relations avec des tiers, la société mutualiste peut utiliser l'abréviation suivante: SMR MC Wallonie.

Article 2

La société mutualiste est constituée en vue d'accomplir les missions visées aux articles 43/7 et 43/8 du Livre IIIter de la Première Partie du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, à l'exclusion de toute activité similaire pour une autre collectivité.

En application :

- du décret relatif aux organismes assureurs de la Communauté française datant du 25 avril 2019, et sur base
- de l'accord conclu entre le gouvernement de la Communauté française avec la Région wallonne en vue de fixer les modalités de l'intervention des sociétés mutualistes régionales wallonnes reconnues comme organismes assureurs wallons en application de l'article 43/3, 1°, du Code wallon de l'Action et de la Santé,

la société mutualiste accomplit en outre les missions visées à l'article 2 du décret du 25 avril 2019.

Article 3

Le siège social de la société mutualiste est établi rue de Fernelmont 42 • 5020 Champion-Namur ; elle peut avoir un ou plusieurs sièges administratifs établis au siège d'une des mutualités membres ou au siège de l'union nationale à laquelle ces mutualités sont affiliées.

Pour les activités 'Région wallonne', son champ d'activité s'étend à l'ensemble de la Région wallonne, à l'exception de la région unilingue de langue allemande.

Pour les activités qui lui sont confiées par la Fédération Wallonie Bruxelles (FBW), celle-ci n'ayant pas de territoires défini, le champ d'activité de la SMR MC Wallonie concerne l'ensemble des patients fréquentant les institutions pour laquelle la FWB est compétente.

Article 4

Les mutualités qui composent la société mutualiste sont toutes les mutualités affiliées à l'Union Nationale « ANMC » :

Christelijke Mutualiteiten van het Arrondissement Antwerpen

Christelijke Mutualiteit regio Mechelen-Turnhout

Christelijk Ziekenfonds St.-Pietersbond

Mutualité Chrétienne du Brabant Wallon

Christelijke Mutualiteit Brugge

Christelijke Mutualiteit Zuid-West-Vlaanderen

Christelijke Mutualiteit Oostende-Veurne-Diksmuide

Christelijke Mutualiteit Roeselare-Tielt

Christelijke Mutualiteit Midden-Vlaanderen

Christelijke Mutualiteit van het Land van Waas en Dender

Christelijk Ziekenfonds Sint-Michielsbond

Mutualité Chrétienne du Hainaut Orientale

Mutualité Chrétienne Hainaut Picardie

Mutualité Chrétienne de Liège

Christelijke Mutualiteit Limburg

Mutualité Chrétienne de la Province de Luxembourg

Mutualité Chrétienne de la Province de Namur

Mutualité Saint-Michel

Mutualité Chrétienne de Verviers et d'Eupen

La société mutualiste remplit les conditions requises par l'article 43 bis, §1 de la loi du 6 aout 1990 et obtient la qualité de société mutualiste en vertu des dispositions de l'article 70, § 2, de la même loi.

Article 5:

La mutualité qui, après la constitution, sollicite son affiliation à la société mutualiste, en fait la demande par écrit au président de la société mutualiste.

Cette demande, signée par le président de la mutualité doit mentionner :

1. la dénomination de la mutualité et son siège social ;
2. la date de sa fondation et celle de sa reconnaissance légale ;

De plus, la mutualité requérante doit prendre l'engagement de se conformer aux statuts et aux règlements particuliers de la société mutualiste et à toutes les décisions prises conformément aux prescriptions statutaires et légales. Elle doit, en outre, joindre à sa demande un exemplaire de ses statuts.

L'assemblée générale de la société mutualiste statue sur les demandes d'admission.

Chapitre II. Champ d'application personnel

Article 6

Toutes les personnes affiliées pour l'assurance obligatoire aux mutualités affiliées à la société mutualiste, qui tombent dans le champ d'application des compétences visées à l'article 2, sont affiliées d'office à la société mutualiste.

Article 7

Une personne affiliée à la société mutualiste ne peut être exclue que dans les conditions et modalités prévues par la Région wallonne.

Article 8

Pour maintenir sa qualité d'affilié à la société mutualiste, il faut être affilié pour l'assurance obligatoire à une mutualité affiliée à la société mutualiste. Dès le moment où une personne n'est plus affiliée pour l'assurance obligatoire à une mutualité affiliée à la société mutualiste, elle perd de plein droit sa qualité d'affilié à la société mutualiste.

Chapitre III. Organes de la société mutualiste

Section 1. L'assemblée générale

Article 9

L'assemblée générale de la société mutualiste est composée de délégués qui sont élus pour une durée de six ans, par l'assemblée générale de chacune des mutualités affiliées, à raison d'un délégué par tranche de 10.000 membres, le reste éventuel de la division du nombre de membres par 10.000 donnant droit à un délégué supplémentaire.

Cependant, les premiers délégués sont élus pour un terme expirant lors du renouvellement de l'assemblée générale, consécutif aux élections mutualistes de 2022.

Chaque mutualité affiliée y est représentée proportionnellement au nombre des membres, au sens de l'article 2, § 3, de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités, qui sont également affiliés à la société mutualiste au sens de l'article 6 des présents statuts, avec un minimum de 3 et un maximum de 30 délégués par mutualité.

Si l'assemblée générale d'une mutualité élit des délégués suppléants, ceux-ci sont admis à l'assemblée générale de la société mutualiste en remplacement des membres effectifs de leur mutualité.

Les effectifs sont calculés au 30 juin de l'année précédant celle au cours de laquelle ces nombres doivent être fixés.

Article 10

Pour pouvoir être élu en qualité de délégué à l'assemblée générale de la SMR MC Wallonie, il faut :

- 1° être membre de la société mutualiste ;
- 2° être majeur ou émancipé, de bonne conduite, vie et mœurs ;
- 3° être en règle de cotisations auprès de la mutualité ;
4. ne pas être membre du personnel de la société mutualiste ou d'une mutualité affiliée.

Article 11

Les représentants des membres et des personnes à charges à l'assemblée générale des mutualités affiliées qui souhaitent être élus délégués à l'assemblée générale de la SMR MC Wallonie doivent poser leur candidature par lettre recommandée au président de leur mutualité, au plus tard quinze jours avant la date de l'assemblée générale de la mutualité qui procédera à l'élection, le cachet de la poste faisant foi.

Article 12

Le conseil d'administration de la mutualité détermine l'ordre dans lequel les candidats apparaissent sur la liste, sur base des candidatures reçues.

Le président de la mutualité concernée qui constate qu'un candidat ne répond pas aux conditions d'éligibilité, l'informe, par lettre recommandée, de son refus motivé de le porter sur la liste, dans un délai de quinze jours civils à dater du lendemain de la date de l'envoi de la candidature, le cachet de la poste faisant foi.

Le candidat qui conteste ce refus peut introduire un recours devant l'Office de contrôle des mutualités.

Les plaintes doivent être adressées à l'Office de contrôle, par lettre recommandée, dans un délai de 10 jours ouvrables suivant la date de l'envoi de la décision de refus.

L'Office de contrôle dispose de 30 jours civils pour notifier sa décision aux parties concernées.

Article 13

Les délégués des mutualités qui composent l'assemblée générale de la société mutualiste sont proposés par le conseil d'administration de la mutualité affiliée dont ils sont délégués et sont élus par l'assemblée générale de cette mutualité.

Au cas où le nombre de candidats est inférieur ou égal au nombre de mandats effectifs à pourvoir, ces candidats sont élus d'office.

Des délégués suppléants peuvent être élus dans les mêmes conditions.

Le vote est secret. Les candidats sont élus dans l'ordre du nombre de voix obtenues. En cas d'égalité de voix, pour le dernier mandat à pourvoir, priorité est donnée au candidat le plus jeune.

Article 14

Perd d'office la qualité de délégué, la personne qui ne satisfait plus aux conditions prévues à l'article 10 des présents statuts.

Perd également la qualité de délégué, sur décision de l'assemblée générale de la société mutualiste :

1° celui qui calomnie un délégué ou un membre du conseil d'administration à l'occasion de l'exercice de ses fonctions ;

2° celui qui menace ou insulte, en assemblée, un délégué ou un membre du conseil d'administration ;

3° celui qui accomplit des actes préjudiciables aux intérêts de la SMR MC Wallonie ;

4° celui qui refuse de se soumettre aux statuts et aux règlements de la société mutualiste ;

5° celui qui a encouru une condamnation coulée en force de chose jugée pour atteinte à l'honneur ou aux bonnes mœurs, détournement de fonds, faux et usage de faux et/ou une condamnation, conditionnelle ou non, à une peine d'emprisonnement de plus de trois mois.

Article 15

L'assemblée générale de la SMR MC Wallonie peut désigner un maximum de dix conseillers, sur présentation du conseil d'administration. Ces conseillers ont une voix consultative. Ils sont désignés également pour une durée de six ans et leur mandat est renouvelable.

Article 16

§1. L'assemblée générale délibère et décide sur les matières visées à l'article 15, §§ 1er et 3, de la loi du 6 août 1990 et selon les modalités prévues aux articles 16, 17 et 18 de la même loi, ainsi qu'au sujet de la demande d'adhésion d'une mutualité.

§2. Un membre qui ne peut assister personnellement à l'assemblée générale peut se faire représenter par un autre membre de l'assemblée générale disposant du droit de vote au moyen d'une procuration écrite. Chaque membre de l'assemblée générale ne peut détenir qu'une seule procuration.

Chaque membre présent et chaque membre légalement représenté de l'assemblée générale dispose d'une voix.

§3. Le conseil d'administration peut autoriser les membres à participer à distance à l'Assemblée générale par le biais d'un moyen de communication électronique mis à disposition par la société mutualiste.

Dans ce cas, les membres qui participent ainsi à l'Assemblée générale sont réputés présents à l'Assemblée générale aux fins du respect des conditions relatives au quorum et à la majorité de présence ainsi qu'au fonctionnement et à la conduite de l'Assemblée générale. Les moyens de communication électroniques doivent permettre aux membres de prendre directement, simultanément et en permanence note des discussions au cours de la réunion, de participer aux délibérations et de poser des questions, et d'exercer leur droit de vote sur toutes les questions sur lesquelles la réunion est appelée à se prononcer. Le procès-verbal de l'Assemblée générale mentionne tous les problèmes et incidents techniques qui ont empêché ou perturbé la participation électronique à l'Assemblée générale ou au vote.

§4. Dans des circonstances exceptionnelles ou en cas de force majeure, le conseil d'administration peut autoriser les membres ayant le droit de vote à exprimer leur vote à l'avance par écrit ou par voie électronique.

Dans ce cas, les membres ne peuvent exercer leurs droits qu'en votant à l'avance via un formulaire de vote mis à disposition par la société mutualiste. Ce formulaire de vote doit contenir l'ordre du jour de la réunion et les propositions de décision ainsi que le délai et la manière dont le formulaire de vote doit être rempli. Les formulaires de vote ne sont valables que si une préférence de vote ou une abstention est indiquée pour chaque proposition de décision.

Les membres qui fournissent un formulaire de vote valide et signé dans le délai prescrit sont considérés comme présents pour la détermination du quorum de présence prévu au §1.

§5. Il est possible d'octroyer aux membres de l'assemblée générale un jeton de présence et/ou un remboursement de frais de déplacement.

Le montant des jetons de présence octroyés est :

1° consigné dans le procès-verbal de la réunion de l'assemblée générale au cours de laquelle cette décision a été prise ;

2° mentionné dans les statuts de la société mutualiste.

Article 17

Conformément aux dispositions de l'article 32 de la loi du 6 août 1990, l'assemblée générale nomme un commissaire-réviseur.

Le réviseur fait rapport à l'assemblée générale annuelle qui a à son ordre du jour l'approbation des comptes annuels de l'exercice déterminé.

Le mandat du réviseur est fixé pour une période renouvelable de 3 ans.

Le réviseur assiste à l'assemblée générale lorsque celle-ci délibère au sujet d'un rapport qu'il a rédigé lui-même.

Le réviseur a le droit de prendre la parole à l'assemblée générale concernant les points se rapportant à ses tâches.

Article 18

Chaque année, une assemblée générale est consacrée en particulier à la présentation et à l'approbation des comptes et à l'examen de la situation de la société mutualiste. Le conseil d'administration fait rapport sur sa gestion, sur les opérations globales de l'exercice écoulé, et présente l'état annuel des recettes et des dépenses arrêté au 31 décembre.

Le conseil d'administration peut, en outre, convoquer l'assemblée générale chaque fois qu'il le juge nécessaire. Il est également tenu de convoquer l'assemblée générale au plus tard dans les 30 jours, à la demande du conseil d'administration, ou sur demande écrite et motivée d'au moins un cinquième des membres effectifs.

Section 2. Le conseil d'administration

Article 19

Le conseil d'administration est élu par l'assemblée générale pour une durée de maximum six ans ; il est renouvelé après chaque renouvellement de l'assemblée générale. Le mandat d'administrateur est renouvelable.

Article 20

Pour être membre du conseil d'administration, il faut être majeur et de bonne conduite, vie et mœurs. Il n'est pas exigé de faire partie de l'assemblée générale..

Le mandat d'administrateur est non rémunéré. Il est cependant possible de prévoir l'octroi de jetons de présence et/ou un remboursement de frais de déplacement.

Le montant des jetons de présence octroyés est:

1° consigné dans le procès-verbal de la réunion de l'assemblée générale au cours de laquelle cette décision a été prise.

2° mentionné dans les statuts de la société mutualiste.

Article 21

§1. Le conseil d'administration est composé d'un nombre d'administrateurs qui correspond au plus à la moitié du nombre de ses délégués à l'assemblée générale, arrondi à l'unité inférieure.

Le conseil d'administration de la SMR MC Wallonie est composé de maximum 30 administrateurs.

- un représentant par tranche complète de 25.000 membres avec un minimum de un ;
- un administrateur issu de la Communauté germanophone
- cinq administrateurs présentés par le Conseil d'administration

§ 2. La totalité des mandats ne peut être octroyée à des personnes d'un même sexe.

§ 3. Le conseil d'administration ne peut pas être composé à plus d'un quart de personnes rémunérées par l'union nationale, la société mutualiste ou une mutualité affiliée.

Article 22

§ 1 - Les candidats au conseil d'administration sont présentés par le conseil d'administration de chaque mutualité, sans préjudice au droit des membres de l'assemblée générale de la société mutualiste de se porter candidat à un mandat d'administrateur.

§ 2 - Pour chacune des mutualités, le conseil d'administration de la société mutualiste peut présenter sa propre liste de candidats, avec les candidats proposés par la mutualité.

Lorsque le nombre de candidats est égal au nombre de mandats à pourvoir, les candidats sont automatiquement élus.

Lorsque les mutualités ou le conseil d'administration présentent plus de candidats que le nombre de mandats à pourvoir, l'assemblée générale de la société mutualiste doit procéder au vote.

Les candidats qui obtiennent le plus grand nombre de voix sont élus. En cas d'égalité de voix, le mandat est accordé au plus jeune.

Les candidatures sont adressées au président du conseil d'administration. Le président détermine l'ordre dans lequel les candidats apparaissent sur la liste, sur base des candidatures valides reçues.

L'assemblée générale élit les administrateurs lors de la première réunion d'installation.

Le conseil d'administration de la société mutualiste peut désigner au maximum cinq conseillers. Ils ont voix consultative.

Article 23

Le remplacement d'un administrateur décédé ou démissionnaire a lieu à la prochaine assemblée générale. L'administrateur ainsi élu achève le mandat de celui qu'il remplace.

Un administrateur absent trois fois de suite sans excuse motivée est considéré comme démissionnaire.

Perd d'office la qualité d'administrateur, la personne qui ne satisfait plus aux conditions prévues à l'article 20 des présents statuts.

L'assemblée générale peut décider de révoquer un administrateur selon la procédure prévue à l'article 19, alinéa 2, de la loi du 6 août 1990 lorsque :

- l'administrateur commet une infraction à la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994 ou à ses arrêtés d'exécution ;
- l'administrateur commet une infraction à la loi relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités du 6 août 1990 ou ses arrêtés d'exécution ;
- l'administrateur commet une infraction relative au décret relatif aux organismes assureurs et portant modification du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé du 8 novembre 2018 ou ses arrêtés d'exécution ;
- l'administrateur a encouru une condamnation criminelle ou correctionnelle, conditionnelle ou pas, coulée en force de chose jugée ;
- l'administrateur agit à l'encontre des intérêts de l'Union Nationale, d'une mutualité affiliée ou de la société mutualiste ou s'il est déchu de ses droits civils et politiques ;
- l'administrateur refuse de se soumettre aux statuts et aux règlements de la société mutualiste, d'une mutualité affiliée ou de l'Union Nationale.

Article 23 bis

§1. Les décisions du conseil d'administration sont prises si au moins la moitié des membres sont présents ou représentés et à la majorité absolue des suffrages exprimés sauf pour la révocation d'un administrateur.

Le vote peut se faire à main levée, ou par appel nominal si la moitié des administrateurs ou si le président le demande. Lorsqu'il faut voter au sujet des personnes, il y a scrutin secret.

Un membre qui ne peut personnellement assister au conseil d'administration, peut se faire représenter moyennant une procuration écrite, par un autre membre du conseil d'administration disposant du droit de vote. Chaque membre ne peut être détenteur que d'une seule procuration.

§2. Lorsque le conseil d'administration n'est pas constitué valablement, les membres sont convoqués une nouvelle fois dans les huit jours civils qui suivent. Dans ce cas, le conseil délibère valablement concernant les points qui sont repris pour la deuxième fois à l'ordre du jour, quel que soit le nombre de membres présents. Les décisions sont prises à la majorité simple des votes exprimés.

§3. Le trio composé du président, trésorier et secrétaire, désignés conformément à l'article 25 des statuts, peut autoriser les administrateurs à participer à distance au Conseil d'Administration par le biais d'un moyen de communication électronique mis à disposition par la société mutualiste. Les administrateurs qui participent ainsi au Conseil sont réputés présents au Conseil aux fins du respect des conditions relatives au quorum et à la majorité de présence ainsi qu'au fonctionnement et à la conduite du Conseil].

Les moyens de communication électroniques doivent permettre aux administrateurs de prendre directement, simultanément et en permanence note des discussions au cours de la réunion, de participer aux délibérations et de poser des questions, et d'exercer leur droit de vote sur toutes les questions sur lesquelles la réunion est appelée à se prononcer.

Le procès-verbal du Conseil d'Administration mentionne tous les problèmes et incidents techniques qui ont empêché ou perturbé la participation électronique au Conseil d'Administration ou au vote.

§4. Dans des circonstances exceptionnelles ou en cas de force majeure, Le trio composé du président, trésorier et secrétaire, désignés conformément à l'article 25 des statuts, peut autoriser les administrateurs ayant le droit de vote d'exprimer leur vote à l'avance par écrit ou par voie électronique.

Dans ce cas, les administrateurs ne peuvent exercer leurs droits qu'en votant à l'avance via un formulaire de vote mis à disposition par la société mutualiste. Ce formulaire de vote doit contenir l'ordre du jour de la réunion et les propositions de décision ainsi que le délai et la manière dont le formulaire de vote doit être rempli. Les formulaires de vote ne sont valables que si une préférence de vote ou une abstention est indiquée pour chaque proposition de décision.

Les administrateurs qui fournissent un formulaire de vote valide et signé dans le délai prescrit sont considérés comme présents pour la détermination du quorum de présence prévu au §1.

Article 24

Le conseil d'administration est chargé de la gestion et de l'exécution des décisions prises par l'assemblée générale.

Il exerce toutes les compétences que la loi ou les statuts n'ont pas explicitement attribuées à l'assemblée générale.

A l'exception de la fixation des cotisations, le conseil d'administration peut, sous sa responsabilité, déléguer des actes relevant de la gestion ou une partie de ses compétences au président ou à un ou plusieurs autres administrateurs nommés par le conseil d'administration parmi ses membres.

Article 25

Le conseil d'administration élit en son sein un président, , un secrétaire et un trésorier.

Article 26

Le président est chargé de la direction de l'assemblée générale et du conseil d'administration ; il veille à l'exécution des statuts et des règlements.

Le conseil d'administration peut donner procuration générale ou particulière au président et/ou à un ou plusieurs administrateur(s) de représenter la société mutualiste dans tous ses rapports avec les autorités publiques ou d'intervenir au nom de la société mutualiste dans tous les actes judiciaires et extra-judiciaires.

Le Président a le droit de convoquer extraordinairement le conseil d'administration.

Article 27

Le secrétaire établit tous les documents signe la correspondance, rédige les procès-verbaux des réunions et signe également les mandats de paiement. Il est chargé de la conservation des archives et de la tenue du fichier des membres de la société mutualiste.

Il occupe également la direction générale du secrétariat et est responsable, en ce qui concerne le conseil d'administration, du bon fonctionnement des services.

Article 28

Le Trésorier est responsable vis-à-vis du conseil d'administration des finances de la société mutualiste, de la tenue des pièces comptables imposées par la réglementation, de l'établissement des statistiques, ainsi que de la situation financière.

Article 29

Les mandats de paiement sont signés ensemble par au moins deux personnes mandatées par le CA .

Article 30

Le conseil d'administration se réunit au moins une fois par an, et chaque fois que le président le convoque.

Le président est tenu de convoquer le conseil d'administration dans un délai de dix jours à la demande justifiée d'un cinquième au moins des membres.

Il adopte les règlements concernant la politique de ses réunions et soumet des règlements spéciaux à l'assemblée générale pour approbation.

Chapitre IV. Services

Article 31

Le service mis en place au sein de la société mutualiste vise à mettre en œuvre les piliers de la protection sociale wallonne conformément aux dispositions du décret sur la protection sociale wallonne et ses arrêtés d'exécution.

Chapitre V. Budgets et états financiers

Article 32

Les dispositions comptables sont réglementées conformément aux dispositions du décret et de ses décrets d'application et conformément aux dispositions de l'article 29 de la loi du 6 aout 1990.

Les recettes de ce service comprennent:

1. les cotisations ;
2. les subventions des pouvoirs publics;
3. les dons et legs ainsi que les recettes et revenus divers pour chaque service auquel ils sont particulièrement destinés.
4. les intérêts et les bénéfices revenant au service sur les titres achetés ou vendus.

Le service doit supporter la part des frais administratifs, les pertes sur titres et les dépenses résultant de l'application de ses statuts.

Les avoirs sociaux de la société mutualiste ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles expressément prévues dans les présents statuts.

Les avoirs sociaux de la société mutualiste doivent être investis conformément à l'article 29 § 4 de la loi du 6 aout 1990.

Chapitre VI. Modification des statuts, dissolution et liquidation

Article 33

Les statuts ne peuvent être modifiés que par l'assemblée générale convoquée à cet effet et délibérant selon les formes déterminées par la loi du 6 aout 1990 et les statuts.

Une modification des statuts ne peut être décidée que si la moitié des membres sont présents ou représentés et si la décision est prise à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.

Si le quorum de présences exigé n'est pas atteint, une deuxième assemblée peut être convoquée qui délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Article 34

La société mutualiste peut être dissoute par une décision de l'assemblée générale spécialement convoquée à cet effet. Les dispositions des articles 10, 11 et 12 de la loi du 6 aout 1990 sont d'application dans ce cas.

Les actifs résiduels seront, en cas de dissolution, utilisés conformément aux dispositions de l'art. 48, § 1^{er} et 2 de la loi du 6 aout 1990.

Pendant la durée d'existence de la société mutualiste, toute distribution de fonds est interdite.

Chapitre VII. Entrée en vigueur

Article 35

Les présents statuts prendront effet le 1er janvier 2020.

Les modifications statutaires qui y sont apportées entrent en vigueur à la date décidée par l'assemblée générale et après approbation par le Conseil de l'Office de contrôle, telle que visée à l'article 11, § 1^{er}, de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités.